

26 août 2011 | Le Droit | Charles Thériault

# OUVERTURE DE L'ÉCOLE DU 911

Ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

L'attente est maintenant terminée pour La Cité collégiale qui a inauguré, hier, son tout nouveau centre ultramoderne de formation en services d'urgence, en présence du ministre des Affaires étrangères du Canada, John Baird, et de la ministre des Affaires francophones de l'Ontario, Madeleine Meilleur.



L'édifice de 31 millions \$ héberge huit programmes de formation. Parmi les spécialités offertes à l'Institut 911, on retrouve les techniques policières, les soins paramédicaux, la sécurité aéroportuaire, la formation des pompiers et les communications 911.

Construit sur le campus de La Cité collégiale à Ottawa, le bâtiment comprend 20 laboratoires spécialisés, dont 60 % sont souterrains. Le directeur de l'Institut 911, Alain Charpentier, a expliqué que La Cité collégiale a voulu doter les étudiants qui fréquenteront cette école des équipements les plus modernes afin que leur formation pratique corresponde le plus possible à la réalité du terrain.

Pour le programme de sécurité aéroportuaire, on a reconstruit un poste de contrôle et de détection d'objets dangereux comme ceux qu'on retrouve dans les aéroports, les édifices gouvernementaux et les ambassades. Les futurs pompiers et policiers ont aussi accès à des installations de très haut niveau et même à la reconstitution d'un appartement, où ils peuvent pratiquer toutes les interventions possibles en cas de violence conjugale ou d'un incendie. L'institut du 911 comprend aussi une pièce reproduisant une salle de tribunal afin que les futurs policiers qui suivent certains cours de droit soient plus familiers avec le fonctionnement des cours de justice.

Au sous-sol de l'édifice, plusieurs laboratoires ont été aménagés, dont un labyrinthe dans lequel les futurs pompiers seront appelés à circuler en pleine obscurité, comme c'est souvent le cas dans une maison en flammes. On y retrouve aussi la reproduction d'un poste de police et même des cellules.

Les futurs opérateurs du service d'urgence 911 seront également formés dans une salle de contrôle semblable aux véritables centres de communication 911.

La présidente de La Cité collégiale, Lise Bourgeois, a souligné la collaboration de tous les partenaires qui a permis de construire l'édifice en moins de deux ans, à temps et en respectant le budget prévu. Elle a rappelé que les gouvernements de l'Ontario et du Canada ont fourni une aide financière de 13 millions \$ chacun alors que La Cité collégiale a assumé les 5 millions \$ nécessaires pour payer l'équipement.



« Nous avons réussi à limiter les coûts et à trouver de l'équipement chez nos commanditaires. Ça aurait pu prendre trois ou quatre ans pour construire un tel édifice, mais on a réussi en moins de deux ans. Nous avons créé ce centre de formation qui est l'un des plus modernes et des plus avancés au Canada », a déclaré avec fierté Mme Bourgeois.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

# FRANCO *plus*

François Dupuis, le grand oublié des fondateurs d'Orléans

## En quête d'une reconnaissance



FRANÇOIS PIERRE DUFAULT  
fpdufault@ledroit.com

François Dupuis est considéré par certains historiens comme le « fondateur d'Orléans ». Mais un fondateur oublié, déplore la Société franco-ontarienne de patrimoine et d'histoire d'Orléans (SFOPHO), qui cherche à immortaliser le nom de celui qui pourrait bien être le premier colon canadien-français à avoir défriché les terres fertiles de l'est d'Ottawa.

« C'est un homme qui mérite d'être reconnu mais qui ne l'est malheureusement pas pour l'instant. C'est ce que nous voulons changer. La Ville d'Ottawa a reconnu très peu de francophones dernièrement. Reconnaître la contribution de François Dupuis comblerait un vide », affirme le jeune historien Diego Elizondo, qui se passionne pour l'histoire d'Orléans.

À la suite d'une recommandation de la SFOPHO, la Ville d'Ottawa mène présentement une consultation publique sur la proposition de nom commémoratif de François Dupuis pour sa future « piscine du secteur est », qu'elle prévoit construire l'an prochain au 2263, promenade Portobello, dans le secteur Orléans.

« Il y a eu une rue Dupuis à Orléans jusqu'en 2002. La Ville d'Ottawa en a changé le nom après la fusion parce qu'il existait également une rue Dupuis dans le secteur Vanier. Cette dernière n'a toutefois aucun lien avec François Dupuis », explique M. Elizondo au *Droit*.

L'ancienne rue Dupuis d'Orléans figurait parmi les premières de l'urbanisation de l'est d'Ottawa. Elle existait depuis 1959, soit près d'un siècle après l'érection de la paroisse Saint-Joseph d'Orléans, dans laquelle François Dupuis joua un rôle de premier plan.

Né à Varennes, au Québec, François Dupuis a combattu aux côtés du colonel Charles-Michel de Salaberry lors de la bataille de Châteauguay, pendant la guerre de 1812.

En guise de récompense pour son courage militaire, il a obtenu de la Couronne Britannique, en 1846, des terres situées entre le cimetière Notre-Dame-de-Lourdes jusqu'à la limite de l'ancien canton de Gloucester. Il s'y est établi avec son épouse Marie-Thérèse Scott et leurs 10 enfants.

### Erection d'une paroisse

Dans les années qui ont suivi, François Dupuis a invité les colons francophones du Bas-Canada à venir le rejoindre pour développer Orléans.

Nommé porte-parole de sa région auprès du diocèse de Bytown, il a obtenu de l'évêque d'alors, M<sup>gr</sup> Joseph-Bruno Guigues, huit acres de terrain pour le développement d'une nouvelle paroisse, Saint-Joseph d'Orléans, érigée en 1860. Une première église fut construite en 1885.

« À l'époque, ériger une paroisse était la meilleure façon pour les francophones de protéger leur langue de l'assimilation anglaise et de pratiquer leur foi catholique », rappelle M. Elizondo.

On ignore ensuite ce qui est advenu de François Dupuis. « Sa vie était un peu comparable à celle de Samuel de Champlain, en ce sens qu'il y a des étapes qui



Photo de courtoisie

Fleur-Ange Dupuis, descendante directe de François Dupuis, et l'historien Diego Elizondo, portant le portrait d'Édouard Dupuis, sixième fils du « fondateur d'Orléans ».

sont très documentées et d'autres dont on ne sait à peu près rien.

Par exemple, on ne connaît pas l'année exacte de sa naissance ni celle de sa mort, ni même l'endroit où il est enterré », note l'historien âgé de 18 ans.

L'idée de donner la dénomination commémorative de François Dupuis à un édifice public flote depuis plus d'un an à Orléans, à la suite d'une lettre ouverte de Fleur-Ange Dupuis, une descendante directe du « fondateur » de l'endroit.

Avant même la fondation de la SFOPHO, l'hiver dernier, M. Elizondo faisait déjà circuler une pétition enjoignant la Ville d'Ottawa à immortaliser le nom de M. Dupuis.

C'est à ce moment que Louis Patry est entré en scène. « J'ai trouvé l'idée très bonne et j'ai toute de suite voulu m'impliquer. Je trouve très important que la Ville d'Ottawa respecte sa politique sur les noms commémoratifs. Dernièrement, elle ne l'a pas assez fait », explique le membre

fondeur de la SFOPHO.

Avec l'appui du conseiller municipal Stephen Blais, un supporter de la première heure, la SFOPHO a récemment soumis une demande formelle à la Ville d'Ottawa pour que le nom de François Dupuis apparaisse sur pour la future piscine publique d'Orléans. Les résidents qui souhaitent commenter la proposition sont invités à le faire sur le site web [ottawa.ca/nommezotawa](http://ottawa.ca/nommezotawa), d'ici le samedi 22 octobre, à 16 h 30.

### EN BREF

#### PHIL MCNEELY REMERCIER LES PARTISANS DU CARREFOUR SANTÉ D'ORLÉANS

Le député d'Ottawa-Orléans, Phil McNeely, était l'hôte, hier, d'une soirée d'appréciation pour remercier les personnes qui ont contribué à l'élaboration du futur Carrefour de la santé familiale d'Orléans. La soirée se déroulait au Centre des Arts Shenkman.

LeDroit



#### UN PRIX DE BÂTISSEUR POUR LIONEL LAURIN

Le conseil municipal d'Ottawa a rendu hommage, hier, à l'homme d'affaires et philanthrope Lionel Laurin pour son dévouement et sa contribution à de nombreuses activités bénévoles communautaires. Le fier francophone d'Orléans a reçu un prix de bâtisseur de la Ville d'Ottawa des mains du maire Jim Watson et du conseiller Bob Monette. L'engagement de M. Laurin remonte aux années 1960. Il a épousé de nombreuses causes, notamment l'alphabétisation, l'aide aux mères monoparentales ainsi que la lutte aux maladies du cœur et au cancer du colon. Il a aidé la Légion d'Orléans à amasser près de 100 000 \$ au fil des ans. M. Laurin est le propriétaire de l'atelier de carrosserie Orléans Ace Body Shop. Le prix de bâtisseur de la Ville d'Ottawa est remis, au début de chaque réunion du conseil municipal, à un Ottavien, un groupe ou un organisme qui, par ses services bénévoles ou ses initiatives, a démontré un engagement extraordinaire à faire de la capitale un meilleur endroit.

LeDroit

LEDROIT, LE VENDREDI 26 AOÛT 2011

# FRANCO *plus*

Pour Patrick Bergeron

## La francophonie, ça se vit



**SAMUEL BLAIS-GAUTHIER**  
sbgauthier@ledroit.com  
correspondant régional

Avant de quitter son poste d'enseignant à l'École secondaire catholique L'Escale de Rockland pour accepter une promotion, Patrick Bergeron a réuni les élèves de son école dans le grand auditorium. Devant une foule agitée, il a posé une question toute simple: «dites-moi qu'est ce que c'est pour vous un Franco-Ontarien? Et puis silence. Une réponse timide se fait entendre, ensuite une autre et après quelques minutes un concert de réactions résonnait dans la grande salle.»

C'était l'an dernier, juste avant que Patrick Bergeron accepte le poste de conseiller pédagogique en construction identitaire au Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO).

### Transmettre le flambeau

Pour Patrick Bergeron, c'est clair, il ne suffit pas de mettre un drapeau dans les mains d'un élève pour que le flambeau se transmette.

«Lorsque l'on donne la chance aux jeunes de réaliser par eux-mêmes la richesse et l'importance de leur culture, l'impact est beaucoup plus grand que si on leur dicte la marche à suivre. Il faut laisser la place à la

jeunesse, lui faire confiance, la questionner puis l'écouter, afin qu'elle constate son potentiel. Je suis de ceux qui croient que la francophonie, ça ne s'apprend pas, mais ça se vit», est d'avis Patrick Bergeron.

Le jeune enseignant de 32 ans n'aura pas été tellement longtemps dans les classes de l'École secondaire de l'Escale, mais il aura laissé sa marque comme s'il faisait maintenant partie des meubles. C'est d'ailleurs lui qui a amené, l'an dernier, les 17<sup>e</sup> Jeux franco-ontariens organisés par La Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) à Clarence-Rockland, dans l'Est ontarien. De jeunes francophones de tout l'Ontario ont participé par centaines à cette grand-messe en vert et blanc. Là, la francophonie se vivait et pour de vrai, dit-il.

«C'était un événement unique. J'ai vu de jeunes Franco-ontariens de partout réaliser qu'ils n'étaient pas seuls, prendre confiance et constater les possibilités infinies qui s'ouvraient à eux», raconte l'enseignant.

### Une approche différente

Devant la situation de la francophonie hors Québec, le discours de Patrick Bergeron est empreint de positivisme.

«Si on voit toujours la francophonie ontarienne comme une lutte à finir, comme un combat, on devient alors sur la défensive donc, par la force des choses, dans la position du perdant. Et ce n'est pas ce que nous sommes. Je préconise le mode solution, plutôt que de s'attarder aux problèmes.

C'est comme ça qu'on arrive à surmonter les défis», considère l'enseignant.

«Miser sur les solutions». En disant cela, c'est le côté rationnel du professeur qui prend le dessus, admet-il. Avant de bifurquer vers la culture, M. Bergeron enseignait les mathématiques, lui qui traîne une formation universitaire en physique.

«Mon bagage en physique me permet de porter un regard différent à l'égard de la culture francophone», croit-il.

C'est sans trop s'en attendre qu'il s'est retrouvé animateur culturel à l'École secondaire l'Escale de Rockland.

### Un rôle d'ambassadeur

«Dès que j'ai mis le pied à l'école, je me suis impliqué dans les activités culturelles, sans trop m'en rendre compte. C'est peut-être parce que j'ai toujours vécu dans un contexte minoritaire, étant natif de Timmins, dans le Nord de l'Ontario.

«Quand le poste en animation culturelle et construction identitaire s'est ouvert, les gens autour de moi ont tout de suite vu que c'était pour moi. Mon entourage l'a réalisé avant moi. Je joue maintenant un rôle d'ambassadeur en matière de francophonie, un rôle que je n'avais jamais assumé avant, pas de manière officielle du moins. Maintenant, je me vois un peu comme une boussole qui indique aux jeunes le chemin à suivre pour préserver la valeur de leur francophonie», confie Patrick Bergeron, qui ne ferme pas la porte à un retour en classe.



SAMUEL BLAIS-GAUTHIER, LeDroit

Pour Patrick Bergeron, il ne suffit pas de mettre un drapeau dans les mains d'un élève pour que le flambeau se transmette.

### » EN BREF

#### LE MONUMENT FRANCO À HAWKESBURY EN 2012

Le travail se poursuit afin d'assurer le bon déroulement du dévoilement du 13<sup>e</sup> monument de la francophonie de l'Ontario à Hawkesbury, dans l'Est ontarien. La campagne de financement pour le Monument de la francophonie bat actuellement son plein et sera prolongée. «Afin d'assurer une réussite complète du projet, le comité se donne une autre année pour compléter ce projet. Jusqu'à l'automne 2012», a fait savoir le comité du monument de la francophonie de Hawkesbury, cette semaine. Le monument sera érigé sur l'île du , à l'une des entrées de la ville de Hawkesbury. «Hawkesbury est la porte d'entrée en Ontario avec Prescott et Russell. Ça démontre à tous notre fierté franco-ontarienne. Il ne faut pas oublier que même si nous sommes collés au Québec, il y a beaucoup de Québécois qui ne savent pas que l'on parle français ici. Nous sommes fiers de démontrer que le fait français est bien vivant en Ontario», a déclaré le maire de Hawkesbury, René Berthiaume.

LeDroit

LEDROIT, LE VENDREDI 26 AOÛT 2011



LeDroit

la cité collégiale

CONSEIL DES ÉCOLES FRANCO-ONTARIENNES DU CENTRE-EST

Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

26 août 2011 | Le Droit

# LE CECO REÇOIT LE PRIX ENTREPRISES D'HYDRO OTTAWA

Le Conseil des écoles catholiques d'Ottawa (CECO) a reçu des mains d'Hydro Ottawa le prix Entreprises pour son engagement en matière d'efficacité énergétique. Le CECO a réduit sa consommation d'énergie de 27 %, grâce à des rénovations et à la promotion de la culture de la conservation parmi le corps professoral et les étudiants. Au cours de l'année à venir, le conseil scolaire poursuivra l'amélioration de son système d'éclairage dans ses écoles. Il prévoit aussi d'élargir son projet Extinction, un système d'éclairage d'urgence automatisé qui fait en sorte que toutes les lumières s'éteignent lorsque la dernière personne quitte l'école. Le CECO a reçu plus de 117 000 \$ de subventions grâce au programme de Mise à niveau de l'Office de l'électricité de l'Ontario qui est administré localement par Hydro Ottawa. Cette initiative à l'échelle de la province offre un financement partiel aux clients commerciaux, industriels, institutionnels et agricoles qui exécutent des projets de rénovation éconergétique dans leurs installations.



ARCHIVES, Ledroit

## Le maire de Clarence-Rockland, Marcel Guibord

Anthony Verdot, LeDroit

Un deuxième élu à Clarence-Rockland dénonce son propre Conseil auprès de l'Ombudsman de l'Ontario.

Au lendemain de la fuite, sur le réseau social Facebook, de courriels qui auraient été échangés entre le maire de la municipalité, Marcel Guibord, certains de ses proches conseillers et un homme d'affaires

de la région, l'échevin Guy Desjardins a déposé une plainte formelle, mercredi, au Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario relativement à des rencontres tenues en privé auxquelles il n'aurait pas été invité, a appris LeDroit.

Ces échanges, dont l'authenticité n'a pas été confirmée, font mention de rencontres qui auraient eu lieu entre un cercle fermé au sein du Conseil, des cadets à la table pour la plupart, et l'homme d'affaires et avocat Stéphane Lalonde durant lesquelles des dossiers d'affaires publiques auraient été à l'ordre du jour.

« Marcel (Guibord) a proposé qu'on se rencontre dimanche après-midi afin de discuter de l'item à proposer au Conseil pour le huis clos de lundi soir », écrit Stéphane Lalonde à l'endroit de trois conseillers de Clarence-Rockland dans une correspondance datée du 10 décembre 2010.

En apprenant qu'il a été tenu à l'écart, Guy Desjardins a formulé une plainte au « chien de garde » provincial, pour faire la lumière sur toute cette affaire.

« Je veux savoir si ce qui a été fait est croche ou bien tout à fait légal. La meilleure personne pour nous éclairer, c'est l'Ombudsman. Voilà pourquoi j'ai déposé une plainte en remettant une copie des correspondances obtenues. Tout ce que je veux, c'est de pouvoir continuer à travailler pour les gens de mon quartier et les résidents de Clarence-Rockland », a confié Guy Desjardins.

L'information a été confirmée par le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario qui a cependant tenu à taire l'identité de l'auteur de la plainte.

« C'est vrai, nous avons reçu une plainte, mercredi, concernant une réunion à huis clos à Clarence-Rockland », a déclaré Linda Williamson, la directrice des communications de l'Ombudsman.



Le maire Marcel Guibord, lui,

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2011 | Le Droit | PHILIPPE-TEISCEIRA-LESSARD | La Presse Canadienne

# Les Québécois sont derniers de classe

MONTREAL — Les Québécois méritent le bonnet d'âne pour leur utilisation des réseaux sociaux et des téléphones intelligents, a affirmé hier Jennifer Stoddart, la Commissaire à la protection de la vie privée du Canada.

Selon un sondage commandé par son bureau, les internautes québécois sont particulièrement peu préoccupés par la protection de leurs renseignements personnels.

Les Québécois se classent aussi au bas de la liste concernant leurs connaissances des questions de protection de la vie privée et l'importance qu'ils accordent à cet enjeu.

Par exemple, les répondants du Québec sont les moins préoccupés du pays par les entreprises qui communiquent ou vendent des renseignements personnels, selon le coup de sonde. Seulement 60 pour cent d'entre eux se préoccupent de cette question, contre 71 pour cent en Colombie-Britannique.

À peine un tiers (36 pour cent) des répondants habitant le Québec disent avoir ajusté les paramètres de leurs appareils mobiles afin de limiter la quantité de renseignements personnels partagés, se désole aussi Mme Stoddart.

Pas d'explication

La Commissaire à la vie privée du Canada avoue ne pas avoir d'explication claire pour ce mauvais bilan. « Ça m'a étonnée. Moi je suis québécoise, je vis au Québec. Le Québec a une excellente législation provinciale sur la protection des renseignements personnels, qui est très accessible aux gens », a-t-elle expliqué, en soulignant qu'elle était le chien de garde de la vie privée pour la province avant d'entrer en poste à Ottawa. Mme Stoddart souligne que selon le sondage, les Québécois semblent être moins branchés que les autres Canadiens. Le coup de sonde, effectué auprès de 2000 adultes canadiens l'hiver dernier, comporte une marge d'erreur de plus ou moins 2,2 pour cent, 19 fois sur 20.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2011 | Le Droit | PATRICK DUQUETTE PATRICK DUQUETTE | pduquette@ledroit.com

# Le maire n'était pas au courant de la demande de démolition

Quelque chose ne tourne pas rond à la Ville de Gatineau dans le dossier de l'église incendiée Saint-Paul d'Aylmer. Des informations importantes ne se rendent pas en haut lieu.



PATRICK WOODBURY, ARCHIVES Ledroit

**Ni le maire de Gatineau, Marc Bureau, ni la conseillère Denise Laferrière, pourtant membre du comité sur les demandes de démolition, n'était au courant, mardi, de la demande de démolition déposée par le porte-parole de la Fabrique de l'église Saint-Paul, Richard Bégin.**

Le maire Marc Bureau a répondu par un « non » catégorique, mardi, lorsque LeDroit lui a demandé si une demande a été déposée pour un permis de démolition des ruines incendiées de l'église.

Joint par LeDroit, le porte-parole de la Fabrique, Richard Bégin, a contredit le maire. Une demande a bel et bien été déposée en juillet. « Si le maire n'est pas au courant, il ferait bien de se renseigner », a-t-il lancé.

Membre du comité sur les demandes de démolition, la conseillère Denise Laferrière a contredit à son tour Richard Bégin. « Il a la mauvaise information », a-t-elle tranché lorsque jointe par téléphone mardi après-midi. Elle n'a été mise au courant d'aucune demande. Mme Laferrière a même fait remarquer au journaliste du Droit qu'il aurait été le premier à le savoir. « Dès qu'il y a une demande de démolition, automatiquement, ça doit être publié dans le journal. Alors vous seriez le premier avisé ! », a-t-elle lancé.



Pour en avoir le coeur net, LeDroit a posé la question au Service des communications de la Ville de Gatineau. Il a fallu insister pour obtenir une réponse, laconique, tard mardi après-midi. « Oui, nous avons bien reçu une demande pour un permis de démolition », a confirmé Alain D'Entremont, visiblement embarrassé de contredire les propos du maire et de Mme Laferrière.

Mis hier au courant des derniers développements, Richard Bégin ne savait s'il devait y voir un bon ou un mauvais signe. « Peut-être qu'il y a quelqu'un, dans la bureaucratie ou au niveau politique, qui essaie de faire traîner la demande de démolition le temps que le conseil municipal se penche véritablement sur ce dossier-là... » s'est-il laissé à espérer.

Selon Mme Laferrière, les demandes de permis lui sont rapidement acheminées par le secrétaire du comité des démolitions. Par exemple, ces jours-ci, elle a été informée qu'une demande a été déposée pour la démolition d'une demeure sur la rue Châteauguay, dans son quartier.

LeDroit a tenté hier de savoir pourquoi la demande de démolition de l'église Saint-Paul n'avait pas suivi un cheminement aussi rapide. Cette fois, le Service des communications a refusé de nous donner des précisions. « Une demande de démolition n'est pas publique puisqu'elle ne concerne, à prime abord, que le demandeur. En principe, elle devient publique lorsqu'elle atteint l'étape d'avis dans les journaux », nous a-t-on informé par courriel.



Depuis l'incendie de l'église en juin 2009, la Fabrique tend la main à la municipalité dans l'espoir d'intégrer les ruines de l'église à un projet de centre culturel. La Ville refuse toutefois de négocier tant que deux poursuites – l'une intentée par les assureurs de l'église et l'autre par la Fabrique – n'auront pas été retirées. Prise à la gorge financièrement, la Fabrique a décidé cet été de démolir les ruines et de construire un nouveau lieu de culte. Le conseil municipal, lui, doit se pencher sur le dossier à huis clos mardi prochain.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2011 | Le Droit | LOUIS-DENIS EBACHER [ldebacher@ledroit.com](mailto:ldebacher@ledroit.com)

# Climat de peur sur le campus

L'assassin était toujours au large, hier, plus de 48 heures après la découverte du corps mutilé de la collégienne Valérie Leblanc, dans le boisé longeant le campus Gabrielle-Roy du Cégep de l'Outaouais.

Le sordide destin de l'étudiante de 18 ans attriste non seulement ses pairs, mais inquiète bon nombre de jeunes femmes, qui, comme elle, empruntaient sans crainte le sentier où s'est produit le meurtre à la lumière du jour, mardi.

« J'ai parlé à des amies qui ne veulent plus y retourner seules. Disons que ça fait peur d'y aller », résume Odile, une étudiante du cégep ayant déjà eu Valérie Leblanc comme consoeur de classe, l'année dernière.

Sentiment d'insécurité

C'est un secret de Polichinelle pour les étudiants du secteur : les Fêtes dans les bois, ou « bush partys », où on y boit une bière entre amis autour d'un feu, sont fréquents à cet endroit.

« Tout le monde est déjà allé marcher seul, là-bas, affirme Pascal. Mais tu n'anticipes pas une situation comme celle-là. Maintenant, c'est certain que le monde a un peu la ' chienne'. Les gens n'iront pas marcher seuls, la nuit. Ils ne se sentent pas en sécurité. Des parents de mes amies s'inquiètent beaucoup. Ils leur disent : 'N'allez pas là toutes seules. Allez-y en groupe.'»

Le sergent Jean-Paul LeMay, de la police de Gatineau, constate lui aussi les inquiétudes au sein de la population quant au fait que le tueur court toujours, et des craintes de se balader dans les environs.

« On est conscient du sentiment d'insécurité que cela peut amener dans la population. S'il y a un message qu'on peut lancer à la population, on va le faire, mais on n'en est pas rendus là. »

Pour le sergent LeMay, la prévention demeure la clé pour faire face aux craintes et ne pas céder à la panique. « Il existe des moyens faciles d'éviter les situations problématiques : être accompagné, porter un cellulaire sur soi ou même un sifflet. Ce bruit est reconnu internationalement comme un signal international de détresse. »



Pour le policier, le quartier MontBleu, tout comme le secteur du Cégep de l'Outaouais, « demeure un endroit reconnu comme étant sécuritaire ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 août 2011 | Le Droit | LOUIS-DENISE EBACHER ldebacher@ledroit.com

# Ceux qui ont découvert le corps risquent d'être accusés d'outrage au cadavre

La police de Gatineau ouvre une enquête parallèle dans le dossier du meurtre de Valérie Leblanc, cette étudiante assassinée mardi dans le boisé situé derrière le Cégep de l'Outaouais, dans le secteur Hull. Les enquêteurs étudient la possibilité de porter des accusations contre les passants qui ont découvert le corps de la victime, et qui auraient probablement « manipulé » le corps avant d'alerter les autorités.

Les enquêteurs ne soupçonnent absolument pas les quatre jeunes passants d'être impliqués dans le meurtre en tant que tel, mais leurs doutes se portent sur la façon dont les jeunes auraient touché le corps, lors de la macabre découverte.

Le dossier sera porté à l'attention du procureur aux poursuites criminelles et pénales, qui décidera si des chefs d'accusation seront portés.

Les explications que certains de ces jeunes ont fournies aux médias, mercredi, n'auraient toutefois pas nui à l'enquête, a expliqué le sergent JeanPaul Lemay, de la police de Gatineau. « Ce n'est pas ce qu'ils ont dit... Mais il y a eu des actions prises en relation avec la manipulation du cadavre », explique le sergent.

Autrement dit, la manipulation du cadavre pourrait altérer certains éléments de l'enquête. Il était toujours difficile d'établir, hier, si le temps qu'avaient mis les passants à alerter les policiers était mis en cause dans cette enquête parallèle. Les passants auraient aperçu le corps sur l'heure du dîner, n'avertissant la police de Gatineau que vers 15 h30.

Les passants concernés ont affirmé, mercredi, qu'ils croyaient d'abord à un mannequin servant à la reconstitution de scènes de crimes pour les étudiants en techniques policières du Cégep de l'Outaouais. Les heures ont passé et l'un d'eux s'est senti obligé de confirmer cette thèse, en retournant sur les lieux avec d'autres amis, pour constater qu'il s'agissait en fait d'une vraie personne.

Les policiers ont été discrets sur la façon dont aurait été manipulé le corps. Ils ont confirmé avoir rencontré les quatre suspects, qui risquent de faire face à des accusations d'outrage à un cadavre et d'outrage au travail des policiers.

## Autopsie

Les premiers résultats de l'autopsie doivent être dévoilés ce matin par la police de Gatineau. On sait que Valérie Leblanc a été battue et brûlée.

Lors de la vigile de mercredi, sur le terrain du Cégep, près du lieu du crime, une dizaine de personnes se sont rendues au poste de commandement érigé tout près pour fournir des informations supplémentaires sur la victime. Une ligne dédiée à cette affaire (819-243-2345, poste 6677) a été ouverte.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Obsèques de Jack Layton

# Un dernier clin d'œil au Québec



PAUL GABOURY  
pgaboury@ledroit.com

coup car c'était une façon de faire un dernier clin d'œil, un dernier adieu au Québec et aux Québécois » a souligné Marc-André Viau, attaché de presse principal du caucus néo-démocrate.

Des centaines de Gatinois s'étaient massés sur la rue Laurier et sur l'esplanade du Musée où le cortège funéraire est passé rapidement. Sous les applaudissements de la foule, une envolée de 61 colombes a marqué le passage de l'ancien chef néo-démocrate.

La députée de Gatineau, Françoise Boivin, se trouvait parmi la foule. « La réponse des gens de Gatineau est à l'image de l'affection qu'il avait pour le Québec. De voir tous ces gens aujourd'hui, et hier au parlement, attendre pendant plusieurs heures pour le voir une dernière fois, veut dire beaucoup. Il a commencé quel-

et il prenait le temps de nous parler. C'est difficile de parler de Jack Layton et de la mort dans la même phrase » a-t-elle raconté.

Le cortège s'est ensuite dirigé vers l'hôtel de Ville de Gatineau. « C'était une façon aussi de souligner que Jack a été conseiller municipal et qu'il a été à la tête de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) » a souligné M. Viau. M. Layton avait siégé au conseil municipal de Toronto et présidé la FCM en 2001-2002.

**En musique**

Le cortège s'est ensuite dirigé vers Ottawa où il a emprunté la 416 puis la 401 pour se rendre à Toronto, où il est arrivé en début de soirée. Les funérailles auront lieu samedi dans la Ville reine.

Avant son départ de la colline parlementaire, le carillonneur du

Avant de s'envoler vers Toronto, la famille de Jack Layton a tenu à passer par Gatineau, hier, afin de souligner les liens d'affection qu'entretenait l'ancien chef néo-démocrate, décédé lundi dernier, avec le Québec, sa province natale.

Après avoir été saluée pendant encore toute la matinée dans le foyer du parlement, la dépouille de Jack Layton a quitté la colline parlementaire vers 14 h pour suivre un tracé passant par le pont Alexandra. Puis, le cortège s'est



PATRICK WOODSBURY, LeDroit

Lâcher des colombes pour Jack Layton devant le Musée canadien des civilisations. Le cortège transportant la dépouille de l'ex-chef du NPD a fait un détour par le Québec avant de repartir pour Toronto.

arrêté devant le Musée canadien des civilisations à Gatineau, où les gens s'étaient rassemblés pour souligner son dernier passage au Québec, sa province natale.

« C'est la famille de Jack qui a demandé à ce qu'il passe par Gatineau avant de quitter pour Toronto. La famille y tenait beau-

que chose en voulant changer les choses en politique. C'est à nous de continuer son travail », a indiqué la députée Boivin.

Emue, elle se rappelait le moment où Jack Layton était venu la convaincre de se lancer dans la course pour son parti en 2008. « C'était tout un leader. On lui téléphonait sur son cellulaire

Dominion Andrea McCrady avait présenté un programme musical en l'honneur de l'ancien chef de l'Opposition officielle en jouant les 53 cloches du carillon. Juste avant le départ du cortège, la pièce *Imagine*, de John Lennon, a été interprétée, suivie de Dominion March, de Phillip Layton, grand-père de Jack Layton.

**Ottawa**

En partenariat avec  
**Tim Hortons®**

Du 15 septembre  
au 15 octobre 2011

Le Grand ménage de la capitale

Propre, verte et fière de l'être!

La Ville d'Ottawa vous invite à faire le ménage d'automne dans votre quartier! Nettoyez les terrains publics près de votre domicile, de votre lieu de travail ou de vos aires de jeu. Aidez à garder Ottawa sans graffiti ni déchet!

**DES PRIX À GAGNER!**  
Inscrivez votre projet de nettoyage avant le 14 septembre et courez la chance de gagner l'un des nombreux PRIX offerts aux participants hâtifs par nos généreux commanditaires.

Des trousse de nettoyage sont disponibles pour les bénévoles inscrits.

Inscription jusqu'au 15 octobre 2011.

**1-800-GOT-JUNK?**  
NORTH AMERICAN GARAGE AND HOUSING SERVICE

**GLAD** **CHUM**  
**CTV** **OTTAWA CITIZEN**

services municipaux **3-1-1**  
ATS 613-580-2401 201108138

Enviro **ottawa.ca/menage**

LEDROIT, LE VENDREDI 26 AOÛT 2011

**OUVERT AU GRAND PUBLIC TOUS LES JOURS...**

JamesHardie RENOSTONE PIERRES JR. ARRISCRAFT PERMACON LP CANEXEL malbec

<p><b>PAL PILON</b></p> <p>On revient toujours chez Pilon!</p> <p>5 boul. Montclair, secteur Huit 819 771-5841 ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30 et le samedi de 7 h 30 à 13 h www.pal.ca</p>	<p><b>Windsorfield Bridge</b></p> <p><b>LAUZON</b></p> <p>Merisier select 2 1/4" 459\$ le pi. car. Chêne pacific 2 1/4" 434\$ le pi. car. Venez voir notre salle de montage! Vendu à la boîte seulement!</p>	<p><b>CÉRAMIQUE</b></p> <p>9 couleurs en stock</p> <p>3/8" X 12" X 24" Porcelaine grade 4</p> <p>À partir de 2\$54 le pi. car.</p>	<p><b>NOUS SOMMES MAINTENANT DÉPOSITAIRE DES OUTILS</b></p> <p><b>DEWALT STANLEY</b></p>	<p><b>BOIS TRAITÉ</b></p> <p>PRO-DEK</p> <p>2" x 4" x 8 pi. 3,98\$ 2" x 6" x 8 pi. 6,91\$ 1 1/4" x 6" x 8 pi. 4,98\$ 4" x 4" x 8 pi. 9,08\$ 2" x 8" x 8 pi. 9,08\$ 6" x 6" x 8 pi. 23,55\$</p>	<p>Plancher flottant Quality Craft 13,5 mm 208\$ le pi. car.</p> <p><b>ILLUSION</b> 8,3 mm (3 couleurs) 98¢ le pi. car.</p> <p>Vendu à la boîte seulement</p>	<p>Solution murales <b>PROSLAT</b></p> <p>Rangement simple et écologique</p>
--	--	--	--	--	---	--